



## CHSCT du 07 mars 2017 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, c'est jour de grève et de mobilisation dans la Fonction Publique.

La DGFIP, ses missions, ses agents, à l'instar de toute la Fonction Publique, font l'objet d'attaques incessantes depuis plusieurs années.

Refusant toute forme de fatalisme, la CGT Finances Publiques considère que la période actuelle est celle où nous devons nous faire entendre pour porter haut et fort nos revendications. Nous pouvons changer les choix politiques qui ont décidé de l'austérité, pour la Fonction Publique et pour la DGFIP.

Monsieur le Président, les représentants de la CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais sont aujourd'hui en grève, avec tout ce que cette action comporte, mais ils ont décidé, néanmoins, de participer aux débats de ce CHSCT.

A l'ordre du jour de ce Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- L'élection du secrétaire du CHSCT.
- L'approbation du Procès Verbal du 23 septembre 2016.
- Le bilan des actions de formation 2016.
- Le bilan de l'exécution des crédits.
- La note d'orientation nationale 2017.
- Le point sur les différents groupes de travail.
- Le point budgétaire 2016.
- Les propositions d'utilisation des crédits 2017.
- Le bilan de la campagne 2015/2016 du DUERP-PAP.
- L'accueil personnalisé sur rendez-vous.
- La situation sanitaire de la restauration collective d'Arras-Diderot.
- Les travaux immobiliers en cours et les projets à venir.
- Les questions diverses.

Force est de constater que l'ordre du jour de ce CHSCT est plus que chargé.

Certes, l'actualité l'exige, mais à la CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais, on croise les doigts pour qu'un BURN-OUT foudroyant ne vienne pas toucher l'ensemble des membres de notre assemblée.

A la lecture des documents, force est de constater que l'on assure nos missions avec moins de moyens et dans des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Les crédits diminuent, 206 518 € pour l'année 2016 contre 217 406 € en 2015 soit 117,38 € par agents en 2016 contre 130 € par agent en 2015.

Les risques psychosociaux représentent 32% des risques signalés pour 34% des agents exposé à ces risques.

Toutes cette problématique n'a qu'une et unique cause, l'Austérité et ses dérives.

Les réformes et restructurations en cours, combinées aux destructions massives d'emplois ininterrompues, n'ont d'autre objectif que de remettre en cause l'existence même de la DGFIP en tant qu'administration d'État à réseau déconcentré, la notion de service public de proximité étant progressivement vidée de son sens.

Dans ce contexte, la politique globale de l'accueil est en première ligne dans le cadre de la réorganisation en profondeur du réseau de la DGFIP, mais surtout de la gestion des vacances et des suppressions d'emplois :

L'Accueil sur rendez-vous n'a qu'un seul but, celui de diminuer de 1/3 la réception physique dite « inutile »

La volonté de la DGFIP est de désintoxiquer les usagers du guichet.

Supprimer la réception du Public, c'est faciliter la fermeture des sites et la réduction de notre maillage territorial.

**Pour la CGT Finances Publiques du Pas-De-Calais, les principales mesures à mettre d'urgence en œuvre, sont l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, l'arrêt immédiat des restructurations, le retour à la création d'emplois à hauteur des besoins.**

*Monsieur le Président, à quelques jours de votre départ, les représentants de la CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais vous souhaitent une bonne et fructueuse retraite.*

### **Les représentantes de la CGT Finances Publiques**

Elisabeth PASTUCH  
Titulaire

Dominique HAEGEMAN  
Suppléante